

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES














Fabrication de stations multisensorielles pour le musée Bonnat-Helleu

Date et heure limites de réception des offres :

lundi 02 juin 2025 à 10:00

Ville de Bayonne
HOTEL DE VILLE
1 AVENUE MARECHAL LECLERC
64100 BAYONNE
Tél : 05.59.46.61.63

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	Fabrication de stations multisensorielles pour le musée Bonnat-Helleu
	Mode de passation	Procédure adaptée ouverte
	Type de contrat	Marché public
	Nombre de lots	4
	Délai de validité des offres	180 jours
	Forme de groupement	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	Variantes	Défini par lot
	PSE	Défini par lot
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	Défini par lot
	Négociation	Avec
	Visite sur site	Sans

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	4
1.1 - Objet	4
1.2 - Mode de passation	4
1.3 - Type et forme de contrat	4
1.4 - Décomposition de la consultation	4
1.5 - Nomenclature	5
2 - Conditions de la consultation	5
2.1 - Délai de validité des offres	5
2.2 - Forme juridique du groupement	5
2.3 - Variantes	5
2.4 - Variantes exigées	5
2.5 - Prestations supplémentaires éventuelles	6
2.6 - Développement durable	6
3 - Conditions relatives au contrat	7
3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	7
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	7
3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité	7
4 - Contenu du dossier de consultation	7
5 - Présentation des candidatures et des offres	7
5.1 - Documents à produire	8
5.2 - Présentation des variantes exigées	10
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	10
6.1 - Transmission électronique	11
6.2 - Transmission sous support papier	12
7 - Examen des candidatures et des offres	12
7.1 - Sélection des candidatures	12
7.2 - Attribution des marchés	13
7.3 - Suite à donner à la consultation	14
8 - Renseignements complémentaires	15
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	15
8.2 - Procédures de recours	15

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

Fabrication de stations multisensorielles pour le musée Bonnat-Helleu

Le présent marché porte sur la fabrication de 5 stations multisensorielles intégrant des contenus audiovisuels et destinées à donner des clés de compréhension des techniques artistiques : l'architecture, le dessin, la peinture, la sculpture (le modelage en terre cuite et la fonte du bronze). Ces stations sont destinées à tous les publics et dialoguent avec les collections. Elles doivent répondre aux besoins des enfants, des adultes et aux publics en situation de handicap physique, sensoriel, mental, cognitif ou psychique.

Elles ont pour objectif de se distinguer des autres dispositifs présents dans les musées par leurs caractéristiques et leur originalité :

- parfaite accessibilité à tous,
- implication de tous les sens (excepté le goût),
- design original, considérant l'architecture du musée,
- mobilité du meuble et modularité des contenus (par exemple : changer les objets selon l'actualité du musée),
- importance de l'expérience pour comprendre la technique artistique abordée.

Chaque station thématique présentera une ou plusieurs reproductions d'œuvres du musée, des objets et des manipulations permettant d'apprendre par l'expérience et illustrer au mieux le propos. Des cartels en gros caractères, ainsi que des diffusions audiovisuelles seront également intégrés aux stations.

Lieu(x) d'exécution :

5/7 rue J. Laffitte

64100 Bayonne

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire, à l'exception du lot 2 qui est un marché mixte comportant une part ordinaire et une part à bons de commande.

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 4 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	FABRICATION ET INSTALLATION DU MOBILIER ET DE L'ECLAIRAGE
02	GRAPHISME, CONCEPTION ET FABRICATION DE DISPOSITIFS SENSORIELS, ET ACHAT DES OUTILS OU DES MATERIAUX A PRESENTER
03	CONCEPTION ET PRODUCTION D'AUDIOVISUELS

Lot(s)	Désignation
04	FOURNITURE ET INSTALLATION DU MATERIEL AUDIOVISUEL

Chaque lot fera l'objet d'un marché.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
39154000-6	Équipements d'exposition

Lot(s)	Code principal	Description
01	39154000-6	Équipements d'exposition
02	92500000-6	Services de bibliothèques, archives, musées et autres services culturels
03	92111100-3	Production de films et de vidéos à usage pédagogique
04	32321300-2	Matériel audiovisuel

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.4 - Variantes exigées

Les candidats devront faire une proposition pour chacune des variantes exigées relatives au(x) lot(s) suivant(s) :

Lot(s)	Code	Libelle	Description
01	1	Matériaux mobilier	La variante porte sur le matériaux des mobiliers. Toutes les autres clauses du CCTP sont obligatoires.
02	2	Reproduction de l'une des deux sculptures	Reproduction de l'une des deux sculptures selon la capacité technique du candidat. Toutes les autres clauses du CCTP sont obligatoires.

L'absence de ces prestations dans l'offre du candidat rendra cette dernière irrégulière et imposera son rejet.

Les candidats au lot 1 ont l'obligation de répondre à la solution de base. En revanche, s'agissant du lot 2, la réponse à l'offre de base est facultative.



La réponse à la solution de base est obligatoire.

2.5 - Prestations supplémentaires éventuelles

Les candidats ont l'obligation de faire une proposition pour chacune des prestations supplémentaires éventuelles suivantes :

	Code	Libelle	Description
01	PSE1	Station 1 architecture	Le candidat chiffre en prestation supplémentaire les prestations relatives à la station 1 architecture
02	PSE1	station 1 architecture	Le candidat chiffre en prestation supplémentaire les prestations relatives à la station 1 architecture
03	PSE1	station 1 architecture	Le candidat chiffre en prestation supplémentaire les prestations relatives à la station 1 architecture
04	PSE1	station 1 architecture	Le candidat chiffre en prestation supplémentaire les prestations relatives à la station 1 architecture

L'absence de ces prestations dans l'offre du candidat rendra cette dernière irrégulière et imposera son rejet.

2.6 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

3 - Conditions relatives au contrat

3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée du contrat est fixée au CCAP.

3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces mesures de sécurité.

4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
- Le bordereau des prix unitaires relatif au lot 2
- Le cadre du mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat
- Les formulaires DC1 et DC2

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

5 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Oui

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat	Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat	Non

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	Non
La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF), pièce contractuelle	Non
Le bordereau des prix unitaires du lot 2, pièce contractuelle	Non
<p>Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat, pièce contractuelle, détaillant les points suivants, s'agissant du lot 1 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Note détaillée présentant une analyse de la demande : orientations techniques (structure, matériaux, couleurs, mobilité), points de vigilance ou complexité technique à affiner - Note sur la réparabilité, durabilité, sourcing des matériaux - Moyens humains et matériels. Présentation de l'entreprise, des compétences en lien avec les travaux demandés - Planning prévisionnel sous forme graphique, matérialisant clairement les phases : conception, validation, premier de série, tests, reprise éventuelle, production de série, livraison. 	Non
<p>Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat, pièce contractuelle, détaillant les points suivants, s'agissant du lot 2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Graphisme : présentation de réalisations similaires, note d'intention concernant l'accessibilité, exemple du style pressenti, partis pris iconographiques - Reproduction œuvres 3D : présentation de la solution technique / pertinence de la méthodologie pour travailler avec des œuvres originales / limite de la proposition - Manipulation : note d'intention explicitant chaque projet et mentionnant les orientations techniques (matériaux, soclage, modularité) - Présentation des principes de soclage + modularité - Supports tactiles : expérience et réalisations similaires - Moyens / capacité de production : méthodologie et référence pour la fourniture des objets et matériaux : liste de références ; moyens humains et matériels ; liste d'expériences des intervenants - Planning prévisionnel sous forme graphique, matérialisant clairement les phases : conception ; validation ; tests ; reprise éventuelle ; production ; livraison 	Non
<p>Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat, pièce contractuelle, détaillant les points suivants, s'agissant du lot 3 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Description de la proposition : techniquement et méthodologiquement, références visuelles, principes de montage - Présentation de l'interface tactile et des systèmes de renvoi à une interface web (QR code ou équivalent) + capacité d'évolution et d'enrichissement des contenus - Exemple de productions similaires, avec une approche esthétique + pédagogique - Moyens / capacité de production : moyens humains et matériels ; liste d'expériences des intervenants - Planning prévisionnel sous forme graphique, matérialisant clairement les phases : conception / synopsis ; validation ; production ; intégration texte / son ; livraison + installation 	Non

<p>Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat, pièce contractuelle, détaillant les points suivants, s'agissant du lot 4 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fiches techniques du matériel pressenti + contraintes d'installation - Note détaillée sur la réparabilité du matériel, sa durabilité - Description détaillée de la garantie - Moyens / capacité de production : moyens humains et matériels ; liste d'expériences des intervenants - Planning prévisionnel sous forme graphique, matérialisant clairement les phases : fourniture d'un produit pour la station prototype en vue du test ; validation ; commande du matériel ; livraison + installation 	Non
<p>Une proposition en termes de garantie. Les garanties s'exercent dans les conditions suivantes, détaillées par lot :</p> <p>* LOT 1 : garantie de 3 ans du matériel (notamment électrique). Si une réparation sur site n'est pas possible, détailler la procédure de remplacement temporaire de matériel ou la solution de contournement envisagée. Préciser les délais de remplacement des matériels défectueux.</p> <p>* LOT 2 : 1 an</p> <p>* LOT 3 : sans objet.</p> <p>* LOT 4 : 1 an</p> <p>Les modalités de la prestation doivent être indiquées (périmètre, jours de la semaine, horaires, prêt de matériel en cas de problème, etc.). Préciser ainsi :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ce qui se passe en cas de mauvais fonctionnement ou non fonctionnement de matériel. - les délais et plages horaires d'intervention. - si une réparation sur site n'est pas possible, détailler la procédure de remplacement temporaire de matériel ou la solution de contournement envisagée. Préciser les délais de remplacement des matériels défectueux. 	Non
<p>Une proposition de contrat de maintenance du matériel informatique qui prendrait fin à l'issue de la période de garantie pour le lot 4.</p>	Non

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

Les tâches que l'acheteur souhaite faire effectuer exclusivement par le titulaire du contrat sont indiquées au cahier des charges.

5.2 - Présentation des variantes exigées

Les candidats présenteront un dossier général "variantes exigées" comportant un sous-dossier pour chacune de ces prestations. Chaque prestation sera chiffrée dans l'acte d'engagement, en complément de l'offre de base.

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://demat-ampa.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=599575&orgAcronyme=i0r64>

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :
Mairie - Service Commande Publique

Hôtel de Ville
1 Avenue du Maréchal Leclerc
3ème étage
64100 BAYONNE

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

L'organisation et le nommage des fichiers attendus par le pouvoir adjudicateur est le suivant :

CULTURE25_03_AE
CULTURE25_03_DPGF
CULTURE25_03_BPU_LOT2
CULTURE25_03_MEMOIRE
CULTURE25_03_GARANTIE LOTS 1, 2, 4
CULTURE25_03_PROPOSITION_CONTRAT_MAINTENANCE lo4
CULTURE25_03_CANDIATURE

La taille maximum acceptée pour un pli électronique est de 500 Mo.

Chaque document pour lequel une signature est requise doit faire l'objet d'une signature électronique au format XAdES, CAdES ou PAdES. La signature électronique du pli ne vaut pas signature des documents qu'il contient.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, la signature doit être une signature avancée reposant sur un certificat qualifié, tel que défini par le règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS). Toutefois, les certificats de signature de type RGS demeurent valables jusqu'à leur expiration.

Le certificat de signature qualifié est délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement eIDAS. Une liste de prestataires est disponible sur le site de l'ANSSI (<https://www.ssi.gouv.fr/>). Il peut aussi être délivré par une autorité de certification, française ou étrangère. Le candidat devra alors démontrer son équivalence au règlement eIDAS.

Le candidat qui utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, ou un certificat délivré par une autre autorité de certification, doit transmettre gratuitement le mode d'emploi permettant la vérification de la validité de la signature.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Pour signer électroniquement, le candidat peut utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAdES, CAdES ou PAdES). Le pouvoir adjudicateur préconise toutefois l'utilisation d'une signature électronique au format pAdES.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties, en l'absence de signature électronique.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

6.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

7 - Examen des candidatures et des offres

7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 3 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

7.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié. La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour le lot n°01

Critères	Pondération
1-Valeur technique	50.0
<i>1.1-analyse de la demande : orientations techniques (structure, matériaux, couleurs, mobilité), points de vigilance ou complexité technique à affiner + réalisations similaires</i>	<i>25.0</i>
<i>1.2-Moyens humains et matériels</i>	<i>10.0</i>
<i>1.3-Planning prévisionnel sous forme graphique, matérialisant clairement les phases : conception, validation, premier de série, tests, reprise éventuelle, production de série, livraison</i>	<i>15.0</i>
2-Prix des prestations	40.0
3-Performances en matière de protection de l'environnement : réparabilité, durabilité, sourcing des matériaux	10.0

Pour le lot n°02

Critères	Pondération
1-Qualité	50.0
<i>1.1-Graphisme</i>	<i>10.0</i>
<i>1.2-Reproduction œuvres 3D : solution technique / pertinence de la méthodologie pour travailler avec des œuvres originales / limite de la proposition</i>	<i>10.0</i>
<i>1.3-Manipulation : note d'intention explicitant chaque projet et orientations techniques (matériaux, soclage, modularité)</i>	<i>10.0</i>
<i>1.4-Supports tactiles : expériences et réalisations similaires</i>	<i>5.0</i>
<i>1.5-Moyens / capacité de production : méthodologie et référence pour la fourniture des objets et matériaux : liste de expériences ; moyens humains et matériels</i>	<i>5.0</i>
<i>1.6-Planning prévisionnel sous forme graphique, matérialisant clairement les phases : conception ; validation ; tests ; reprise éventuelle ; production ; livraison</i>	<i>10.0</i>
2-Prix des prestations	40.0
3-Performances en matière de protection de l'environnement	10.0

Pour le lot n°03

Critères	Pondération
1-Qualité	60.0
<i>1.1-Description de la proposition : techniquement et méthodologiquement, références visuelles, principes de montage</i>	<i>15.0</i>
<i>1.2-Présentation de l'interface tactile et des systèmes de renvoi à une interface web (QR code ou équivalent) + capacité d'évolution et d'enrichissement des contenus</i>	<i>10.0</i>
<i>1.3-Exemple de productions similaires, avec une approche esthétique + pédagogique</i>	<i>15.0</i>
<i>1.4-Moyens / capacité de production : moyens humains et matériels ; liste des expériences des intervenants</i>	<i>10.0</i>
<i>1.5-Planning prévisionnel sous forme graphique, matérialisant clairement les phases : conception / synopsis ; validation ; production ; intégration texte / son ; livraison + installation</i>	<i>10.0</i>
2-Prix des prestations	40.0

Pour le lot n°04

Critères	Pondération
1-Qualité	55.0
<i>1.1-Fiches techniques du matériel pressenti + contraintes d'installation</i>	<i>20.0</i>
<i>1.2-Description détaillée de la garantie</i>	<i>20.0</i>
<i>1.3-Moyens / capacité de production : moyens humains et matériels ; liste des expériences des intervenants</i>	<i>5.0</i>
<i>1.4-Planning prévisionnel sous forme graphique, matérialisant clairement les phases : fourniture d'un produit pour la station prototype en vue du test ; validation ; commande du matériel ; livraison + installation</i>	<i>10.0</i>
2-Prix des prestations	40.0
3-Performances en matière de protection de l'environnement	5.0

Modalités de notation du critère prix

Note 40 à l'offre la plus basse

Autres notes : 40 (Pmini/Proposés)

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

7.3 - Suite à donner à la consultation

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur engagera des négociations avec tous les candidats sélectionnés. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus seront à déposer par le ou les attributaires pressentis sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

8 - Renseignements complémentaires

8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://demat-ampa.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=599575&orgAcronyme=i0r64>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

8.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Pau
50 Cours Lyautey
64010 PAU CEDEX

Tél : 05 59 84 94 40

Télécopie : 05 59 02 49 93

Courriel : greffe.ta-pau@juradm.fr

Adresse internet(U.R.L) : <http://pau.tribunal-administratif.fr/>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : - Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.

- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.

- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiants d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Pau
Villa Noullobos
50 Cours Lyautey
64010 PAU CEDEX

Tél : 05 59 84 94 40

Télécopie : 05 59 02 49 93

Courriel : greffe.ta-pau@juradm.fr

Adresse internet(U.R.L) : <http://pau.tribunal-administratif.fr/>